

# Comment Emmanuel Macron mise sur l'engagement total de ses ministres

Article rédigé par *BFM TV*, le 16 septembre 2019

Source [BFM TV]

*A défaut de réformer efficacement la France, Emmanuel Macron se dote d'outils pour contrôler son gouvernement, qui laisse décidément bien à penser qu'il gère notre pays comme une entreprise.*

L'application qui fait trembler les ministres: comment Macron mesure en temps réel leur efficacité

Le président de la République dispose d'une application inaccessible au public, qui lui permet d'évaluer en temps réel la mise en chantier des réformes du quinquennat, tous domaines confondus.

Zéro pression. Alors que son parti [traverse quelques difficultés](#), principalement liées aux élections municipales, Emmanuel Macron mise sur l'engagement total de ses ministres. Et ce à l'aube d'une rentrée marquée par l'arrivée de plusieurs réformes lourdes, comme [l'examen du projet de loi sur la bioéthique](#), avec en son cœur le dossier de la PMA pour toutes les femmes, ou [l'ouverture du processus de concertation de la réforme des retraites](#).

Comme il l'a déjà montré lors des deux séminaires gouvernementaux [qui se sont tenus les 4 et 11 septembre](#), le chef de l'État tient son équipe en bride courte. En témoigne l'application numérique dont il dispose et dont BFMTV a pris connaissance, qui lui permet de surveiller en temps réel, plusieurs fois par jour, l'évolution des réformes en cours ou leur taux d'effectivité.

À l'origine de cette "appli", trois hauts fonctionnaires très proches d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe, dont leur bras droit respectif: Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, et Benoît Ribadeau-Dumas, secrétaire général de Matignon.

Alimentée en temps réel par la direction de la transformation publique, où remontent toutes les données de chaque administration, l'application se décline dans tous les domaines: éducation, assurance-chômage, limitation de la vitesse à 80 km/h...

Ainsi, le président de la République peut savoir, *via* son téléphone, l'état d'avancement des textes concernés au regard de leur parcours législatif et réglementaire. Ci-dessous un exemple d'interface, en l'occurrence celle du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui fait d'ailleurs office de "bon élève" au vu du degré de progression, par exemple, du dédoublement des classes de CP.